



Brefs commentaires de la Première Nation des Innus de Nutashkuan sur les projets de forage exploratoire BHP Canada, Central Ridge et dans l'ouest de la passe Flamande

30 octobre 2020

Introduction.

Ceci est une courte réaction sur ces trois projets qui visent surtout à rappeler et synthétiser nos principaux commentaires déjà présentés dans tous nos mémoires déposés dans le cadre de ces consultations.

Nous avons analysé les documents intitulés « EE provisoire » et « Conditions potentielles » des 3 projets d'exploration déposés par BHP, Central Ridge et Passe Flamande.

Remarque. Nous comprenons mal les règles d'appellation des projets de forage qui tantôt utilisent un nom de lieu, comme « dans l'ouest de la passe Flamande », tantôt le nom de la compagnie promotrice du projet, comme BHP. Il aurait été beaucoup plus simple, du moins pour les organismes consultés, d'accorder un nom composé du nom du promoteur et du lieu du projet. Nous aurions dû faire ce commentaire plus tôt !

COMMENTAIRES ET CRITIQUES

Nutashkuan a participé aux consultations et déposé plusieurs mémoires comportant certaines critiques, particulièrement sur la pauvreté des connaissances des écosystèmes marins y compris les écosystèmes benthiques.

Ces critiques n'ont pratiquement pas été retenues. Les gouvernements du Canada et de Terre-Neuve-Labrador ne se sont pas engagés dans la voie d'améliorer leurs connaissances. Le seul effort a été celui de mettre au point un système d'information géographique (SIG) spécifique à cette vaste zone océanique ; décision que nous avons soutenu.

Toutefois, ce SIG sera d'autant plus efficace que ses données scientifiques seront adéquates, ce qui n'est pas le cas.

En fait, nous ne comprenons pas que le ministère des Pêches et Océans n'ait pas encore pris la décision d'entreprendre des études de base essentielles sur les écosystèmes marins dans les territoires où l'exploration et l'exploitation pétrolières fonctionnent à plein régime. Faudra-t-il attendre un désastre marin ou sous-marin pour réaliser ce que le Canada, dès les années 60, avait compris pour ce qui concerne les milieux terrestres (Loi ARDA et inventaires écologiques à travers le pays) ?

Malgré cela, nous acceptons le minimum de conditions dites « potentielles » dont les articles 3.6 et 3.7 portant sur les éponges et coraux, ainsi que l'article 3.14 sur les possibles études sur le saumon.

Étrangement, cette dernière condition quant aux études du saumon atlantique n'est pas incluse dans les dossiers du projet Central Ridge ni de celui de Chevron, dans l'ouest de la passe Flamande.

Nous souhaitons comprendre cette différence dans les conditions qui seront potentiellement appliquées à ces trois compagnies. Nous pensons que toutes les compagnies pétrolières tirant profit de ces ressources et des écosystèmes qui les recèlent devraient participer à l'effort collectif de connaissance de ces milieux très fragiles.

Malgré notre appui aux conditions potentiellement imposées aux promoteurs, nous demandons à être consultés au moment où les résultats de la présence de coraux et d'éponges sur les fonds marins seront connus, ainsi que dans les études du saumon. Notre compréhension de cette consultation veut que les analyses et les images découlant des analyses du benthos et les décisions conséquentes nous soient présentées.

Quant aux études sur le saumon, nous trouvons que cette condition est peu exigeante et contraignante, d'autant plus qu'elles ne seraient appliquées qu'au seul projet BHP Canada. En fait, qu'une compagnie puisse signer un engagement à soutenir une telle recherche, c'est bien, mais encore faudrait-il que le gouvernement s'engage lui-même à faciliter et à mettre en place les structures et les collaborations obligatoires avec les chercheurs de ces spécialités. Il y a donc un travail de concertation, de coordination et de planification de la part des gouvernements canadien et terre-neuvien pour que de telles études voient le jour.

En conclusion, nous espérons que ces recommandations de l'AEIC soient au minimum totalement formalisées dans la décision gouvernementale finale.